



agrobiosciences

**Table Ronde de la FEZ (Fédération Européenne de Zootechnie)  
52ème Réunion Annuelle de la Fédération Européenne  
de Zootechnie**

**Budapest, 26 août 2001**

# **Le futur de l'élevage en Europe à la lumière des crises sanitaires récentes**

*Coordination et Traduction :  
Jean-Claude Flamant, Mission Agrobiosciences*

Edité par la Mission Agrobiosciences.

La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région  
par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



## Introduction

### **J.C. Flamant**

Les crises sanitaires récentes sont à l'origine de controverses et constituent un sujet de débat de plus en plus sensible dans la société. Il s'agit d'une série d'événements qui induisent de l'émotion au sein de la population de nos pays et dont les effets sur l'opinion sont renforcés par l'influence des médias. Les consommateurs ont également moins confiance dans les produits d'origine animale tout autant que dans la recherche zootechnique, et développent aussi une attitude de suspicion envers leurs aliments. Dans un tel contexte « *L'organisation d'un forum de débats entre nous signifie que nous ne tournons pas le dos aux questions sensibles et vives et même, si nous le faisons, c'est peut-être parce qu'elles sont complexes et difficiles* », c'est ce que mentionne par exemple Aboul Naga (Egypte). Et selon Maurice Bichard (Grande-Bretagne), « *Une telle Table Ronde peut donner l'occasion d'entendre des points de vue qui proviennent du contexte en plein changement des activités d'élevage et montrer aussi à la société que la FEZ est en train de les prendre en compte sérieusement* ». La présente Table Ronde, selon Jean Boyazoglu (Vice-Président exécutif de la FEZ), « *renoue avec une tradition ancienne et utile au sein des activités de la FEZ - une tradition qui était moins présente au cours des trois dernières décennies peut-être - une implication active sinon même militante dans des discussions ouvertes permettant d'évaluer des sujets d'actualité pour le secteur de l'élevage* ». Dans cette logique, je suis vraiment heureux de signaler que nous avons avec nous aujourd'hui Kristof Kallay, ancien Secrétaire Général de la FEZ, qui a vécu au cours des premières décennies de la FEZ cette ambiance de discussions ouvertes.

Je veux remercier Pim Brascamp et nos collègues Hollandais qui ont accepté d'organiser une Première Table Ronde au cours de la Réunion de La Haye l'an passé. L'expérience fut concluante et c'est pourquoi le Conseil de la FEZ a décidé de reprendre cette formule ici à Budapest, en ayant en tête la possibilité d'en faire dans le futur un événement permanent et important ayant sa place dans le programme des Réunions Annuelles, en complément des Séances des Commissions d'Etude. Cledwyn Tomas, qui fut l'animateur de la Table Ronde de La Haye, a accepté de jouer le même rôle aujourd'hui.

Que peut-on dire à propos des événements qui se sont produits au cours des 12 derniers mois (ESB, fièvre aphteuse et autres accidents) et de leurs conséquences sur l'économie du secteur des productions animales et sur la confiance des consommateurs... Quel sens donner à cette dernière série de crises qui ont affecté les chaînes alimentaires animales en Europe ?

*... Seulement des accidents dont les conséquences sont amplifiées par les médias, alors qu'ils proviennent seulement de fautes survenues dans la maîtrise de la santé des animaux, et que la recherche scientifique sur les productions animales est fondamentalement saine ?*

*... Ou bien un signal d'alarme qui signifie que nos systèmes d'élevage ne peuvent plus continuer à se développer dans la direction prise jusqu'à présent ?*

*Quels sont les arguments en faveur de chacune de ces deux interprétations ?*

*Quel doit être en conséquence le rôle de la recherche et du progrès technologique pour le futur ?*

Telles sont les questions que nous voulons instruire dans le cadre de cette Table Ronde avec le concours des membres du panel que nous avons invités.

Avant de donner la parole à Cledwyn Thomas et lui laisser le soin de présenter nos invités, je souhaite que ce débat stimule une très active discussion entre nous, en n'oubliant pas que, tout en étant des spécialistes en production animale réunis ici à Budapest pour échanger sur les derniers résultats de la recherche scientifique et sur les innovations techniques en matière d'élevage et de productions animales, nous sommes aussi des citoyens. Cet après-midi je suis sûr que nous allons avoir un débat citoyen.

## **Présentation des membres du panel**

### **Cledwyn Thomas**

Mon rôle va être d'abord celui d'assurer le bon déroulement du débat, et avec une inflexion par rapport à la dernière fois, celle de donner plus de temps à l'assistance pour s'exprimer. C'est pourquoi la structure de cette Table Ronde va être un peu modifiée par rapport au déroulement de la Réunion de La Haye, l'an dernier.

Je vous présente tout d'abord **Malla Hovi**. Originnaire de Finlande, elle travaille avec le Professeur Veeru à l'Université de Reading. Elle est épidémiologiste. Elle porte un intérêt particulier aux systèmes d'élevage selon les principes de l'agriculture biologique.

Ensuite **Maurice Bichard**. Il a eu une grande expérience professionnelle en Ecosse comme sélectionneur des races animales. Sa carrière s'est déroulée entre la recherche universitaire et la direction technique d'une société de sélection.

Parmi les autres membres du panel qui apporteront leur point de vue, **Patrick Coelenbier** est le directeur commercial d'un groupe industriel franco-allemand d'équarrissage (Saria-Bioindustrie) et membre de l'Association Européenne qui regroupe les industriels de l'équarrissage

Près de lui se tient **Peter Horn**, généticien animal, professeur et co-président de l'Association des Sélectionneurs de Races Animales de Hongrie.

De l'autre côté se tient le Professeur **Martin Tielen**, Professeur de Zootechnie à la Faculté Vétérinaire. Il est ici en tant que Président de l'Association Hollandaise des Industriels de l'Alimentation du Bétail et Vice-Président de la Fédération Européenne (FEFAC).

Et tout au bout à ma droite, **François d'Hauteville**, de l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier. Le sujet d'intérêt de François est le marketing agroalimentaire et dans ce domaine il est membre d'un département de recherche et d'enseignement qui travaille sur les signes de qualité, le comportement des consommateurs et la stratégie de la distribution.

L'idée est que **Malla Hovi** et **Maurice Bichard** soient les deux principaux débatteurs. Ils auront à introduire le sujet en apportant leur analyse à propos de ce qu'ils pensent des crises sanitaires diverses que nous avons subies récemment. Nous entendrons ensuite les points de vue des quatre autres membres du panel en référence à différents aspects de la chaîne alimentaire.

Ainsi, comme vous pouvez le voir, nous avons un panel couvrant un large champ de compétences.

## Maurice Bichard

**Je rejette la thèse selon laquelle le secteur de l'élevage et des productions animales a fait une erreur fondamentale en s'engageant dans la direction qu'il a prise au cours des 50 dernières années. Je voudrais à ce propos faire les remarques suivantes.**

Les épisodes épidémiques récents au cours des 12 derniers mois viennent à la suite d'une longue série d'accidents ou de problèmes réels intervenus au sein de la chaîne alimentaire, problèmes qui ont sérieusement perturbé les consommateurs. Je vous propose de lire ci-dessous la longue liste d'accidents et de tragédies que nous avons subis au cours de ces dernières années, spécifiquement en Grande Bretagne. Vous remarquerez que peu d'entre eux sont des maladies, à l'exception des quelques premiers de la liste, mais tous ont perturbé de manière temporaire ou permanente la consommation et ont affecté l'élevage en Grande-Bretagne, de telle sorte que l'image des éleveurs et celle des chercheurs zootechniciens en ont souffert.

ESB et Creutzfeld Jacob atypique  
Fièvre aphteuse  
Salmonella dans les oeufs, les volailles et les porcs  
Peste porcine

Hormones dans le boeuf et le veau  
Somatotropine pour la production laitière  
Hormone pour la viande de porc  
Porcs transgéniques  
Problèmes de pattes chez les poulets  
Aliments avec OGM

Elevage des saumons: antiparasitaires,  
contamination des populations sauvages  
Dissémination des effluents d'élevage dans la mer  
(saumon) et les rivières  
Utilisation de déchets d'abattoirs dans  
l'alimentation animale  
Introduction dans les aliments de produits carnés  
issus d'extractions mécaniques

Conditions de confinement des élevages de  
volaille, porcs et veaux  
Pratiques d'assommages des animaux dans les  
abattoirs  
Conditions de transport du bétail

Je vous suggère de noter les points suivants sur lesquels je vais m'appuyer :

- Premièrement, la plus grande partie de la population est maintenant une population urbaine, mieux éduquée, mais de plus en plus éloignée des conditions mêmes de l'élevage des animaux ;
- Deuxièmement, l'alimentation est désormais abondante, pratiquement accessible à tous, et elle n'a jamais été aussi bon marché ;
- Troisièmement la plupart des animaux élevés dans les pays occidentaux le sont dans des conditions dont la nature est de type industriel ou, de toute manière, dans des unités de grande taille ;

- Quatrièmement, les médias, et singulièrement la télévision, ainsi que la presse quotidienne, se sont fortement mobilisés sur ces sujets ;

- Enfin, le sentiment courant de la population est que le revenu des éleveurs progresse plus que celui du reste de la population, avec l'apport des subventions - la réalité, évidemment, c'est que des milliers d'entre eux abandonnent chaque année la partie.

Mon analyse est que les systèmes d'élevage, ainsi que les technologies qui leur viennent en appui, se sont développés dans le but d'approvisionner la chaîne alimentaire avec ce dont les producteurs considèrent que cela leur a été demandé :

- En tout premier lieu, il y a évidemment l'abaissement des prix, à mettre en rapport avec le revenu moyen disponible, et dans ce domaine les producteurs ont remarquablement réussi. Une alimentation abondante et bon marché, conjuguée avec les progrès de la médecine, a permis à nos populations de vivre mieux, en meilleure santé, avec une plus longue durée de vie qu'il y a cinquante ans.

- Mais il est évident aussi que les producteurs et les systèmes qui leur viennent en appui, en matière de recherche et de développement technologique, peuvent répondre de plusieurs autres manières que par l'abaissement des coûts... Et ils l'ont fait : on peut en donner de nombreux exemples, tels que la diminution du niveau de gras dans la viande, l'augmentation des masses musculaires des volailles, la production de carcasses plus lourdes ou plus légères selon les cas, le changement de la couleur des œufs ou de la peau chez les volailles afin de s'adapter à la demande du consommateur, l'élevage des volailles et des porcs en plein-air, etc.

Mais pour les réaliser, les producteurs doivent recevoir des signaux clairs en faveur de tels changements d'orientation. Or, regardez cette liste d'incidents... En mettant à part les incidents sanitaires, je souligne que la plupart des problèmes qui sont survenus sont liés à l'utilisation de nouvelles technologies mises en œuvre pour abaisser les coûts. Or, la situation est telle aujourd'hui que de nombreux consommateurs, dans les conditions de nos pays riches, portent maintenant beaucoup plus d'attention aux conditions dans lesquelles les productions sont obtenues et qu'ils évoluent dans un sens tel que, désormais, ils n'acceptent plus certaines de nos pratiques. A leurs yeux, les risques encourus pour leur propre santé, pour la souffrance des animaux d'élevage, ou encore les atteintes à l'environnement, ne sont plus acceptables... d'où leurs rejets.

Evidemment, ceci n'est pas sans poser problème – et nous en avons eu ce matin quelques éléments avec le papier présenté par David Croston au cours de la première Séance – un problème qui est que même dans le contexte d'un pays riche, les consommateurs sont divers quant au prix qu'ils vont donner à ce qu'ils considèrent comme étant la qualité du produit. Ils sont divers aussi quant à l'intérêt qu'ils vont manifester au bien-être animal ou aux atteintes à l'environnement, et quant aux risques qu'ils perçoivent pour eux-mêmes en consommant ces produits. Nous devrions faire attention à ne pas accepter ce que disent les médias ou les organisations de consommateurs ou même les résultats de sondages d'opinion, comme constituant de bons prédicteurs des décisions d'achat des gens lorsque ceux-ci remplissent leurs chariots dans les supermarchés. Et c'est évidemment un problème.

Revenons maintenant aux cas d'accidents épidémiques sérieux... Ceux-ci sont de différents types. La fièvre aphteuse et la peste porcine sont des infections accidentelles qui n'ont pas d'incidences sur la santé humaine. Toutefois, les modalités de leur éradication ont soulevé de l'émotion parmi les consommateurs et, dans le cas de la fièvre aphteuse en Grande-Bretagne, elles ont aussi été à l'origine de pertes financières majeures pour d'autres secteurs de l'économie, beaucoup plus importantes que celles qui ont touché directement les activités d'élevage. C'est

peut-être, en effet, la première fois que nous avons vu un conflit d'intérêt se produire entre des secteurs de l'économie rurale, conflit dont la presse s'est faite l'écho chez nous.

La salmonellose, par ailleurs, fait partie d'un groupe de maladies qui ont été longtemps endémiques en élevage, et qui dont les effets sont bien connus, potentiellement dangereux pour la santé humaine : c'est ce qu'on appelle une « zoonose ». L'ESB est une autre de ces maladies animales, mais à l'origine, nous ne savions pas qu'elle pouvait avoir le caractère d'une zoonose.

A partir de cette analyse, j'admets que la propagation de ces maladies et leur persistance dans les élevages, ainsi que peut-être leur transmission à l'homme, ont vraisemblablement à voir avec certains aspects de nos systèmes d'élevage, ou encore avec ceux des industries de transformation dans la ligne de stratégies permettant l'abaissement des coûts de production. J'irai même jusqu'à dire que ces accidents sanitaires ont été facilités par ces options.

Je conclus que ces incidents successifs et ces problèmes réels - sinon même ces tragédies - en rapport avec nos filières d'élevage et nos productions animales, qui se sont produits au cours de ces dernières années, doivent être pris au sérieux par les producteurs et par les chercheurs. Mais ils ne signifient pas que la logique de nos systèmes de production ne soit plus « soutenable ». Ils ne veulent pas dire pas que la mise en œuvre des résultats de la recherche et de ses orientations ait été faite dans une mauvaise direction au cours des 50 années passées. Et les groupes de pression qui rejettent les technologies permettant la production à moindre coût doivent se rappeler que nos activités d'élevage ne fonctionnent pas dans un cadre isolé – pas même en Grande-Bretagne, même s'il s'agit d'une île au sens physique du terme. Nos gouvernements ont engagé l'économie dans une logique de libre échange, et ceci signifie que les consommateurs vont continuer à avoir la possibilité d'acheter des produits animaux provenant du monde entier. Beaucoup de ces pays exportateurs bénéficieront toujours d'avantages comparatifs, et nos éleveurs ne survivront que s'ils continuent à avoir l'œil sur ce qui doit être l'un de leurs principaux objectifs, la réduction de leurs coûts.

## Malla Hovi

**Je vais poursuivre là où Maurice s'est arrêté... Au départ, lorsqu'on m'a demandé de participer à cette Table Ronde et de développer mes arguments à propos des récents accidents sanitaires dans les élevages britanniques, causés selon moi par l'intensification et l'industrialisation de l'élevage, j'ai rejeté cette idée, j'ai considéré que je ne voulais pas être l'agneau que l'on allait sacrifier devant vous.**

Puis j'ai décidé de relever le défi, en partie parce que je sentais qu'il y avait besoin de prendre de la distance par rapport à la forte pression en faveur de produits d'origine animale « bon marché ». Car, de manière générale, je ne pense pas que cet objectif de produire bon marché soit d'actualité aujourd'hui en Europe. Je pense aussi que par bien des aspects, l'élevage industriel a clairement contribué aux récentes crises sanitaires que nous avons eues en Europe – ce que vous avez appelé « accidents ou crises réelles ».

Donc, j'ai décidé de relever le défi... Fondamentalement, je vais argumenter que les producteurs, et les chercheurs qui les ont aidés, n'ont pas réussi dans leur objectif de réduction des prix de l'alimentation. Les prix sur les rayons des magasins peuvent être bas, mais le prix réel de production résultant d'une logique d'intensification n'a pas été inclus dans sa totalité. Si les éleveurs et l'industrie animale peuvent se réclamer d'une réussite, c'est d'avoir externalisé certains coûts.

Je voudrais commencer avec l'ESB, parce que cette crise constitue une bonne base et un bon exemple pour commenter la plupart de ces questions. Dans le but de rationaliser et d'intensifier les élevages, nous nous sommes de plus en plus éloignés du rapport au territoire, celui qui était la base des productions animales, et nous avons créé de longues chaînes alimentaires, peu transparentes. Ces chaînes alimentaires ont, à

l'évidence, favorisé l'ESB – nous le savons tous maintenant.

Une autre caractéristique majeure de ces chaînes alimentaires longues et peu transparentes, est le besoin important d'externaliser les coûts additionnels liés aux besoins de transport et aux investissements réalisés par l'industrie agroalimentaire. Si nous nous référons aux explications les plus plausibles quant à l'origine de l'ESB, nous savons que la rationalisation des chaînes, où intervient le rôle de l'industrie d'équarrissage, est sous-jacente à l'épidémie, au moins partiellement.

Une troisième caractéristique de ce grand système agroalimentaire est qu'il est très difficile d'arrêter les choses une fois qu'elles sont engagées. Ce système a eu la capacité d'étendre la maladie bien largement au-delà des élevages et de leur base que constitue le territoire local. Et c'est exactement ce qui est intervenu avec l'ESB : nous avons continué à diffuser la maladie via l'industrie des aliments du bétail au début des années 90, alors que nous savions déjà – au moins en Grande-Bretagne – que les protéines des ruminants étaient les vecteurs de la propagation de la maladie.

Mon premier argument sera en conséquence que lorsque la production d'aliments du bétail est intensifiée, centralisée et industrialisée, de telle manière qu'il en résulte des chaînes alimentaires longues peu transparentes, les conditions sont réunies pour que nous voyions des incidents de ce type se produire à nouveau. On peut ainsi dire, en conclusion, que l'ESB n'était pas un accident isolé. C'était plutôt un accident qui devait arriver. Et ce que nous avons appris maintenant, grâce à la longue enquête publique réalisée au Royaume-Uni concernant l'ESB, c'est que les signaux d'alerte étaient tous allumés dès les années 70.

Un autre problème associé à la rationalisation et à l'intensification de l'élevage est celui de la façon dont nous avons ignoré la véritable nature des espèces animales que nous avons domestiquées. Il en est résulté une médiocrité des conditions du bien-être des animaux et aussi des difficultés sanitaires. C'est mon deuxième argument. Là encore, l'ESB offre un bon exemple : nous savons tous que derrière l'apparition de l'ESB il y a nos tentatives d'intensification de la production de lait par une alimentation des ruminants contenant des protéines... de ruminants.

Les ruminants ne sont peut-être pas le meilleur exemple de nos efforts de développement des productions animales réalisés en ignorant la nature réelle des animaux domestiques. Je suis sûre que nous pouvons en trouver les meilleurs exemples avec l'élevage des monogastriques. Par exemple, vouloir transformer les porcs monogastriques allaités en consommateurs précoces d'aliments solides a entraîné toutes sortes de problèmes pour les élevages. On a essayé de les résoudre, avec plus ou moins de succès, en faisant appel à des formules compliquées d'aliments précoces et en introduisant de manière systématique des antibiotiques dans les rations.

Un autre exemple peut être facilement donné avec les poulets dont les vitesses de croissance ont été accrues dans de telles proportions que nous en sommes arrivés à une situation telle que 90% des animaux parvenant au poids d'abattage souffrent de problèmes de pattes.

Et un troisième exemple... Nous avons des élevages de volailles qui sont maintenant largement dépendants de systèmes de biosécurité, avec la présence d'antibiotiques dans l'alimentation en tant que promoteurs de croissance, qui ont pour effet que les animaux sont virtuellement incapables d'établir une flore intestinale naturelle. Depuis trente ans, les salmonella sont devenues dominantes dans la flore intestinale des volailles. Et maintenant, l'industrie a finalement trouvé une solution avec *Salmonella* *Campylobacter* pour occuper la place écologique.

Les conséquences de l'usage des antibiotiques en élevage ont été clairement reconnues par le Comité Scientifique Vétérinaire de l'Union Européenne, ainsi que par l'OIE, et je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'en débattre ici. La seule chose que nous pouvons dire c'est qu'il est difficilement admissible que le secteur de l'élevage et des productions animales utilise ces antibiotiques de manière courante et contribue ainsi à la pollution de l'environnement avec l'apparition de résistances aux antimicrobiens alors que la médecine humaine parle déjà maintenant de l'ère « post antibiotiques ».

Je voudrais aussi citer un problème qui ne figure pas dans la liste de Maurice : je veux parler de la question émergente de la résistance aux antiparasitaires. L'agriculture intensive est extrêmement dépendante de l'usage de ces produits qui rendent possibles des niveaux élevés de charge de bétail et la maîtrise des risques

sanitaires qui sont propres aux systèmes hautement intensifs. Nous savons tous qu'avec la plupart des antiparasitaires nous devons faire face maintenant à des problèmes de résistance, et que depuis dix ans il n'y a pas réellement eu de mise au point de nouvelles molécules, et qu'il y a peu d'espoir que cela se fasse dans le futur. Le secteur de l'élevage est donc confronté à la nécessité d'établir une maîtrise stratégique des parasites, ce qui implique normalement de réduire le niveau de charge animale et, chez les ruminants plus particulièrement, d'adopter des systèmes d'élevage mixtes.

C'est pourquoi mon troisième argument est que, en l'absence de molécules antiparasitaires et antimicrobiennes qui constituent les piliers de l'élevage industriel, celui-ci n'est pas durable et soutenable dans sa forme actuelle.

Pour conclure, de même que Maurice a beaucoup insisté sur les raisons qui ont motivé l'intensification des systèmes d'élevage, j'aimerais dire quelque chose à propos des aspects sociaux. Evidemment les producteurs, comme la science et l'industrie, n'ont pas conçu ces systèmes en vue de les faire « insoutenables ». La demande pour des aliments bon marché a toujours été vue comme étant la coupable. Nous nous en lavons les mains : le consommateur désire des aliments à bas prix et c'est donc ce que nous devons les lui fournir. Or, je pense que la situation est en train de changer rapidement. A la fois les consommateurs et les décideurs politiques sont en train de prendre conscience que les produits bon marché ont un prix, et que ce prix est beaucoup plus élevé que celui des rayons du supermarché. Je pense que les chercheurs zootechniciens devront bientôt faire face à cet état de fait.

### **Cledwin Thomas**

Nous avons donc entendu deux analyses différentes à propos des causes de ces crises et des visions du futur. Je veux maintenant introduire dans le débat nos autres collègues. Tout d'abord, je demande à Peter Horn de nous apporter son point de vue. S'agissant de la Hongrie, Peter parle évidemment en référence à une économie en restructuration et en évolution qui doit s'adapter aux règles de l'Union Européenne. Et ceci induit forcément une perspective totalement différente à propos

de la manière de concevoir ces crises alimentaires.

### **Peter Horn**

**Oui, nous avons entendu deux analyses différentes, mais je pense que nous aurions pu en entendre qui auraient été encore plus divergentes.**

En tant que représentant d'un pays que l'on peut placer parmi les 70 pays les plus riches parmi les 200 dans le monde, nous devons considérer que la plupart des pays qui parlent « contre » – et vraiment trop « contre » – la production animale de masse, sont des pays dont les gens consacrent approximativement entre 12 et 18% de leurs dépenses pour leur nourriture ; mais dans le groupe de pays auquel appartient la Hongrie, des pays qui appartiennent encore aux pays « semi-riches », ce pourcentage est de l'ordre de 35-38% en moyenne. Ceci veut dire qu'une large part de la population hongroise doit même dépenser une plus grande part de son revenu pour manger – et je ne parle pas des 130 pays qui doivent dépenser encore plus par tête.

Aussi la pression pour avoir la nourriture nécessaire en quantité et en qualité reste-t-elle très forte. Elle va même s'accroître dans des proportions dramatiques, et la part croissante des supermarchés accroît cette pression sur les prix et sur la production. En Hongrie, la part des ventes réalisées par les supermarchés dépasse 50%. La libéralisation du commerce, qui est inévitable, constitue le troisième facteur et même dans le futur plus important qu'à présent pour maintenir les prix à un niveau bas.

Si j'étais le Chef d'Etat de notre pays, je distinguerais deux branches différentes pour les productions animales. La plus grande proportion de celles-ci relèvent du groupe qui assure la production de produits animaux dont nous avons besoin en très large quantité avec une très bonne qualité pour maintenir la population en bonne santé. Dans ce premier groupe, les oeufs et la viande de volaille sont les sources principales de

produits animaux. Dans cette situation, du fait que notre propre population a besoin d'une grande quantité de biens, nous ne pouvons pas contourner la nécessité d'avoir des procédés de production très performants. Si nous ne sommes pas

performants, alors les importations vont immédiatement avoir l'avantage sur nos marchés intérieurs, ce qui d'ailleurs intervient déjà dans une large mesure. Ceci signifie que nous ne sommes pas dans la situation d'un pays producteur efficace de produits alimentaires, alors que nos moyens ne nous permettent pas d'importer une grande part de notre alimentation de masse.

Le second groupe de productions de produits animaux est totalement différent. Ici, nous avons une beaucoup plus grande capacité pour choisir des produits provenant de stratégies respectueuses de l'environnement et du bien-être animal, parce que ces produits approvisionnent des marchés de niche, et peuvent aussi avoir des finalités écologiques et touristiques et autres, en rapport avec les structures et systèmes d'élevage. Je pourrais en dresser la liste : productions bovines et ovines, gibier, oies, lapins, chevaux d'élevage et même chevaux incluant la production de viande.

Ainsi ma philosophie fait place à ces deux voies pour les productions animales. J'insiste encore sur le fait que dans beaucoup de pays, une large proportion de la population n'a pas la possibilité d'acheter des produits de masse de grande qualité (lait, oeufs, volaille) à des prix relativement plus élevés.

Par conséquent, pour assurer une alimentation nécessaire au maintien en bonne santé – c'est-à-dire avec un apport suffisant en protéines animales – les activités d'élevage doivent rester compétitives, et doivent savoir faire face à une forte pression sur les prix.

### **Martin Tielen**

**Je ne suis pas pessimiste comme le sont les précédents intervenants, parce que je crois que, il y a 35 ans quand je débutais ma carrière, nous aurions pu dresser une liste noire du secteur de l'élevage telle que la liste de Maurice Bichard, et cette liste aurait même été beaucoup plus longue et plus préoccupante.**

Ainsi j'affirme que dans le secteur des productions animales, la santé des animaux n'a jamais été aussi bonne. Nous avons une diminution significative de l'usage des médicaments dans la situation courante des



élevages individuels, en raison d'une meilleure conduite, en raison de meilleurs bâtiments d'élevage, etc.

Nous avons seulement un problème avec les maladies épidémiques et ceci en raison de notre propre fait. Il provient du choix qui a été fait au sein de l'Union Européenne d'une politique de non vaccination alors que ces maladies peuvent être jugulées en faisant appel à de très bons vaccins.

Notre secteur de l'élevage respecte comme jamais il ne l'a fait auparavant les principes du bien-être animal. Le bien-être des animaux a été clairement pris en considération par des règles adoptées par l'Union Européenne et a bénéficié d'améliorations concernant le logement des animaux et les systèmes de conduite.

Troisièmement, nous avons des produits animaux qui sont de bien meilleure qualité que jamais. En ce qui concerne plus particulièrement la sécurité sanitaire, nous n'avons jamais eu de produits de qualité aussi élevée. Mais nous devons tenir compte du fait que la perception que le consommateur a des produits animaux est plus mauvaise que jamais et ceci est bien notre problème. Notre problème est que nous ne parvenons pas à convaincre nos consommateurs que nos produits sont de très haute qualité. Il est aussi que nous ne parvenons pas à faire valoir la transparence des mesures et la traçabilité de nos produits. Nous avons fait l'expérience, au cours des années passées, que ce manque de transparence et de traçabilité est clairement au cœur des crises récentes, des crises relatives à la sécurité sanitaire des produits animaux. C'est en

assurant transparence et traçabilité, en accordant de l'importance aux produits animaux certifiés, qu'il nous faut concevoir la conduite des élevages en Europe dans le futur. Ceci veut dire que le secteur des filières animales doit figurer parmi les systèmes intégrés de production ayant pour base des bonnes pratiques fondées sur la maîtrise sanitaire de toutes les phases de la production y compris au niveau des élevages – une maîtrise sanitaire assurée au niveau des points de contrôle critiques, une maîtrise dont l'administration doit rendre compte auprès du public en l'informant de ce qui est réalisé tout au long du processus de production, et qui rend possible la traçabilité de tous les produits depuis la table jusqu'à l'étable.

Ceci constitue une des choses les plus importantes que nous devons réaliser et grâce à laquelle nous devons gagner la confiance du consommateur.

Je suis d'accord avec Peter Horn, que nous aurons d'une part un marché de produits de consommation courante et d'autre part un marché de produits de qualité - un marché de consommation courante qui aura pour préoccupation de répondre aux besoins des consommateurs et assurera la production à bas prix. Et nous devons tout spécialement réunir les conditions pour que les produits de consommation courante aient une bonne sécurité sanitaire garantie. Mais seulement une bonne sécurité sanitaire, car tous les autres aspects de ce qu'on appelle « qualité » doivent être considérés comme venant en sus, « extra », pour lesquels le consommateur doit être préparé à payer le prix. Et si le consommateur n'est pas prêt à payer, alors il n'est pas possible de produire des produits de qualité « extra ».

Tout ceci veut dire que des changements vont intervenir en Europe au sein des systèmes d'élevage et du secteur des produits animaux. Nous aurons toujours un marché de produits de consommation courante, mais une part de ce marché fera appel aux productions provenant d'autres régions du monde où il sera plus facile de produire à moindre coût, tandis que l'Europe se concentrera sur des marchés de produits de qualité, avec des standards élevés de qualité, des qualités « extra » qui seront payées par les consommateurs eux-mêmes.

Voilà, c'est ma vision du futur pour l'élevage en Europe.

## **Patrick Coelenbier**

**Mon propos est d'abord de vous donner une petite idée de ce qu'est l'industrie de l'équarrissage et dire aussi que les épidémies listées par Maurice Bichard dans son introduction (ESB, fièvre aphteuse), ainsi que des accidents tels que la présence de la dioxine comme contaminant dans la chaîne alimentaire, provoquent une très forte émotion dans l'industrie de l'équarrissage et induisent de très importants changements.**

Avant 1996, nous assurions la collecte et la transformation de 16,5 millions de tonnes de sous-produits animaux, un tiers du volume total mondial. Et ces produits étaient valorisés dans la chaîne alimentaire et par diverses applications industrielles.

Après 1996, il nous a fallu changer de politique pour tenir compte du fait que des pays tels que le Royaume-Uni, le Portugal et la France, et plus récemment d'autres pays, avaient développé une nouvelle stratégie concernant l'industrie de l'équarrissage, principalement en relation avec le programme de lutte contre la contamination par l'ESB. Ce nouveau programme respecte trois principes de garantie :

- Premièrement, la garantie de la sécurité sanitaire de l'origine des sous-produits animaux : tous les produits d'origine étrangère et tous les déchets à risques spécifiques pour la chaîne alimentaire doivent être retirés et incinérés ;
- Deuxièmement, la garantie des conditions de traitement des sous-produits d'animaux mammifères : depuis 1997, nous devons réaliser une stérilisation à 133°C durant 20 minutes sous pression de 3 bars ;
- Puis la garantie de l'usage de produits animaux : vous vous souvenez probablement de l'interdiction des farines animales pour l'élevage bovin dans la plupart des pays et au niveau de l'Europe depuis 1994, mais vous savez probablement aussi que depuis le 5 décembre 2000, l'interdiction a été prononcée de l'usage de toute protéine animale dans l'alimentation des volailles et des porcs.

La principale conséquence de ces mesures est la nécessité d'incinérer 3,6 millions de tonnes de sous-produits animaux chaque année à l'échelle de l'Europe. Notre capacité d'incinération permet de traiter aujourd'hui seulement 2,4 millions de tonnes par an. Nous avons donc un déficit d'environ 1,2 millions de tonnes. Aujourd'hui, pour votre information, sachez que l'on en train de stocker 1,5 millions de tonnes de farine de viande et d'os dans les pays de l'Union Européenne. Ainsi, par rapport aux 100% de produits valorisés en 1996, nous ne valorisons plus que 35-40% du total : 60 à 65% doivent être incinérés. On peut considérer qu'il s'agit d'une valorisation – une valorisation par incinération...

Mais quel est alors le futur pour nos produits ? D'abord nous devons garantir la sécurité sanitaire des produits animaux que nous valorisons encore.

Nous pouvons distinguer deux types de produits. Ce que nous appelons les produits de catégorie non alimentaire qui proviennent de stocks d'origine étrangère ainsi que les MRS<sup>1</sup> qui doivent être transformés dans des usines spécifiques et transportés dans des camions également spécifiques. C'est ce qui est fait actuellement dans certains pays et ce que nous ferons probablement bientôt dans la plupart des pays de l'Union Européenne. Puis, nous avons les produits de la catégorie « alimentaire » ou des produits ayant cette origine qui sont encore valorisés, essentiellement des sous-produits de porcs et de volailles, et qui sont travaillés dans des usines dédiées.

Dans le futur proche, nous avons deux solutions: ou bien maintenir l'interdiction de ces protéines animales pour l'élevage, ou peut-être imaginer un possible retour de ces protéines sous conditions. Ce qui signifierait l'utilisation d'une origine spécifique de protéine pour des animaux spécifiques : par exemple, des protéines de volaille pour les porcs ou de porc pour les volailles. Ou bien maintenir l'interdiction et développer une nouvelle stratégie comme source d'énergie en substitut au carburant tel que cela se fait déjà dans certains pays.

Je voudrais dire en conclusion, comme Malla l'a dit, que la chaîne des produits carnés devra intégrer les coûts externes, qui représentent une charge très élevée au niveau de l'Europe et de certains pays. Nous ne devons pas oublier que l'éleveur ne supporte pas la pleine charge du coût de l'incinération, et ne supporte pas non plus d'autres charges telles que la recherche de l'ESB à l'abattoir, etc.

Au cours des prochains mois et des prochaines années, il y aura des changements au niveau de l'Europe. C'est un défi pour les équarrisseurs, mais je voudrais juste ajouter que les équarrisseurs ne sont pas les seuls, tous les acteurs de l'ensemble de la chaîne sont concernés qui vont devoir aussi relever les défis qui, leur sont propres. Les éleveurs avec des systèmes de production adaptés au marché – les produits que nous collectons viennent des élevages. Les abattoirs aussi par la traçabilité de la viande et la traçabilité des produits que nous collectons dans les abattoirs. Les détaillants par la transparence sur la qualité et le prix et l'origine des produits. Les médias par une bonne information, ce qui n'a

---

<sup>1</sup> MRS : Matériaux à Risque Spécifié

pas été le cas au cours des cinq dernières années. Et les pouvoirs publics par le bon contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et par une bonne éducation du public en matière de nutrition.

### François d'Hauteville

**Je voudrais faire un premier commentaire... dire que rien ne correspond à ce que l'on appelle « le consommateur ». Comme vous le savez, le consommateur « moyen », réellement, ça n'existe pas. Et c'est vraiment dommage, car s'il existait notre travail serait vraiment plus simple !**

Ce dont nous avons l'expérience c'est que nous avons à faire à des consommateurs très différents, que le marché est très segmenté, avec de nombreux groupes également différents, et c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de différencier les politiques de commercialisation - ce que nous appelons segmenter le marché. Une de nos difficultés est de trouver ce qu'il y a de commun à ces divers types de consommateurs. Je pense que nous pourrions identifier deux points communs aux consommateurs de nos pays industrialisés. Je pense qu'ils ont tout d'abord en commun « la culture du choix ». Le second point commun, c'est « la culture du bas prix » pour l'alimentation achetée au niveau du commerce de détail.

#### La culture du choix

Si je me place du point de vue du « consommateur », je n'ai pas d'opinion à propos des deux thèses défendues respectivement par Maurice Bichard et Malla Hovi, car pour le consommateur, toutes les deux peuvent être vraies ou tout au moins acceptables. Ceci est lié en partie au problème du choix, comme je l'ai dit plus haut : si le consommateur désire avoir le choix, il doit être informé. Actuellement, l'information est en crise : normalement, l'information devrait être claire pour le public et lui fournir des signaux d'orientation, mais ce n'est pas le cas, l'information n'est pas claire du tout. Le consommateur réclame de la « transparence » : « transparence »... c'est un mot très important en France. Mais les gens ne réalisent pas que la transparence implique d'être introduits à la complexité des sujets auxquels ont à faire face les professionnels et les consommateurs quand surgit la crise, alors que les chercheurs ne sont pas

encore sûrs de leurs conclusions, et que vous êtes en pleine confusion à propos des thèmes que vous tentez de rendre « transparents ». Les consommateurs doivent encore découvrir qu'avoir le choix peut impliquer des responsabilités.

Donc, peut-être sommes-nous en train de prendre une mauvaise direction en mettant en avant cet objectif de transparence, tant que le consommateur ne sera pas capable d'accepter la complexité et la relativité de l'information (opposée à la vérité absolue). Par exemple, les sociologues nous disent que les consommateurs ne peuvent pas raisonner en termes de statistiques ou de probabilités : ainsi, évidemment, on peut dire qu'il y a seulement dix personnes qui sont mortes (comparées aux milliers d'autres)... mais si l'oncle Joe est mort pour avoir mangé de la viande de bœuf, c'est comme si un million de personnes étaient mortes.

En conséquence, un des problèmes auxquels nous devons faire face est celui-ci : « *Comment pouvons-nous informer les gens clairement ?* » et ceci est-il réalisable ? Je pense à ce sujet, que les grandes chaînes de distribution acquerront du pouvoir par un tel exercice parce qu'elles peuvent concentrer une grande part de l'information disponible dans les chaînes d'approvisionnement, et parce qu'il y a aussi une méfiance générale vis-à-vis de sources traditionnelles d'information, telles que les politiques et les chercheurs.

#### La culture du prix bas

Le second point que je considère comme étant commun aux consommateurs est leur habitude de payer un prix bas pour leur alimentation. Actuellement, les gens ne sont pas toujours conscients de la réalité de ces coûts externalisés et ne sont pas prêts à payer pour ceux qui sont générés par tous ces problèmes de production qu'ils sont en train de découvrir via les médias. Ils ne s'en sentent en rien responsables. Ils sont d'accord pour profiter des avantages de la situation, mais ils ne veulent pas prendre en charge les désavantages. La plupart des consommateurs sont seulement prêts à payer pour les attributs du produit qui correspondent à leur satisfaction personnelle, tels que le goût, le meilleur service ou la meilleure image d'eux-mêmes. Mais ils sont beaucoup plus réticents pour payer un peu plus au bénéfice d'avantages collectifs. Ceci signifie que la consommation, alors qu'elle tend à relever plus exclusivement de la sphère personnelle que par le passé, est en train d'envahir très fortement la sphère publique sous la forme d'une demande croissante pour que les

politiques publiques trouvent la solution aux problèmes. Les coûts externalisés seront alors payés par les citoyens.

Pour conclure, je dirai que, de fait, la plupart des gens se déclarent en faveur de l'idée d'une agriculture « alternative ». La plupart des consommateurs aimeraient voir les animaux traités « avec humanité », et ils projettent leurs sentiments humains sur la manière dont les choses sont faites. Mais s'ils désirent être cohérents avec eux-mêmes et voir les choses changer, ceci exigerait de leur part un effort pour comprendre comment évolue l'agriculture, pour obtenir plus

### Cledwin Thomas

Maurice et Malla, quelles sont vos réactions aux points de vue qui viennent d'être exprimés ?

### Maurice Bichard

**Comme je l'ai dit, je ne vois pas la nécessité d'opérer un changement drastique et fondamental des orientations que nous avons prises.**

Cependant, pour les problèmes qui n'impliquent pas des maladies infectieuses, nous devons vraiment reconnaître qu'une partie des consommateurs sont en train de mettre en cause certaines technologies. Toutes ces situations pourraient être identifiées à l'avance par un dialogue permanent avec les consommateurs. Nous devons faire en sorte de plus les écouter... Nous devons encourager la discussion... Et, comme nous l'avons dit de diverses manières, nous devons savoir fournir une meilleure information sur ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Ne sous-estimons pas l'enjeu que cela représente... Car nous n'allons pas donner des réponses claires et simples. Le dernier intervenant a mis l'accent sur la segmentation du marché, et nous n'avons pas besoin d'explication là-dessus. Evidemment, faire le chemin avec les consommateurs comme mes collègues l'ont dit, s'interroger avec eux sur l'utilisation des technologies actuelles ou nouvelles, cela implique des différences de prix pour les produits, et cela signifie sûrement en référence au marché de décider quelle proportion devrait être produite aux

d'information sur ces politiques alternatives qu'ils appellent de leurs vœux et, en d'autres termes, un effort pour se rapprocher des producteurs afin de réduire le fossé entre eux et le monde de la production. Ceci demande du temps et des efforts, et je ne suis pas sûr du tout que les consommateurs soient aujourd'hui prêts à le faire.

Ayant tout cela en tête, je suis assez pessimiste sur le succès de l'agriculture alternative, et ceci en dépit du fait qu'il y a une grande demande pour une relation plus étroite entre les consommateurs et les producteurs. Le défi majeur me semble être d'apporter des informations adéquates aux consommateurs qui soient comprises et acceptées.

prix les plus élevés : nous en avons l'exemple aujourd'hui avec les œufs pondus en plein air, les volailles « label rouge » ou le lait des élevages « biologiques ». Le marché en décidera... Mais, d'accord, la situation est mouvante quant à ce que l'on considère comme étant la production standard et la manière de la produire.

Il y a la question du degré auquel les producteurs sont autorisés à externaliser les coûts... Mais si vous parlez avec un producteur de porcs des coûts additionnels auxquels il a dû faire face au cours de ces quinze dernières années pour éviter la pollution de l'eau, pour éviter ça et autres choses, il va avoir un rire creux à propos de la question du rejet de tout ce coût vers les autres.

Et évidemment, comme un collègue l'a dit, les normes à respecter sont en train de changer en rapport avec ce que la société autorise, par exemple pour les additifs alimentaires, de telle manière que les références dont nous devons tenir compte se modifient. Là où les problèmes concernent des maladies spécifiques, très certainement nous devons nous attendre à de nouvelles ruptures, de nouvelles épidémies en fait. Très certainement, nous devons revoir ce que sont nos systèmes d'élevage et tenter de réduire les risques d'introduire de nouvelles maladies – que ce soit au niveau d'un pays ou d'un élevage – ou leur propagation lorsqu'elles sont déclarées. Une meilleure biosécurité est très clairement une des conséquences de l'actuelle épidémie de fièvre aphteuse en Grande-Bretagne. Peut-être les éleveurs de porcs et de volailles ont-ils quelque chose à apprendre aux éleveurs bovins et ovins mais sans aucun doute la règle des « 20 jours » soulève de hauts cris parmi ces derniers : actuellement, ils ne peuvent pas introduire

d'animaux dans un délai de 20 jours après un apport précédent.

Nous devons continuer à concevoir des méthodes qui permettent d'éliminer beaucoup mieux, ou de contrôler, les pathogènes courants qui dans nos élevages peuvent causer des maladies chez l'homme ou qui sont suspectés de le faire. Je ne veux pas le détailler ici. Nous tous qui travaillons dans le secteur des productions animales savons quels sont les « bugs » désagréables qui sont la cause d'accidents potentiels, ceux qui ne sont pas encore dans ma liste et auxquels il n'est pas agréable de penser. Très certainement, les coûts élevés de cette série d'accidents récents doivent être mis en perspective pour évaluer quels doivent être les efforts et le prix que nous devons mettre pour éliminer les risques qui sont encore devant nous.

Pour ces maladies qui vont vraisemblablement survenir, nous avons évidemment besoin de nous poser la question des conditions d'une prévention plus efficace, et d'un diagnostic et d'une maîtrise plus rapides à moindre coût pour l'économie et avec moins de désarroi pour le public. Et je dirais aussi moins de perturbations pour les autres parts de l'économie des territoires ruraux tels que le tourisme et l'artisanat. Et même, notre compagnie aérienne nationale British Airways parle d'une réduction de ses bénéfices dont la moitié pourrait être la conséquence de la fièvre aphteuse. Nous devons réaliser que tout cela a un coût et nous en préoccuper.

Quelles conséquences dans le futur envisager pour la recherche et le développement technologique ? Dans la mesure où la recherche fondamentale consiste à continuer à faire progresser les connaissances, alors nous ne devrions pas nous attendre à de profonds changements, avec cependant l'exception que nous devrions mettre plus l'accent sur la compréhension de la propagation des maladies et sur les conditions de leur maîtrise – je pense que mes collègues ne me désavoueront pas.

Mais soyons honnêtes, les développements de la recherche et de la technologie réalisés à partir de la recherche agronomique sont pour la plupart des applications de la recherche fondamentale dans le but de satisfaire les objectifs économiques des systèmes de production. C'est ce que la plupart d'entre nous faisons. Nous admettons que nous accumulons un catalogue d'accidents et de réels problèmes causés par nos technologies à bas coût

ou par leur rejet par une partie du public. Par conséquent, dans le futur, avant de mettre en œuvre des fonds publics ou privés pour développer de nouvelles technologies, une posture d'écoute à ces problèmes de société consisterait à encourager le développement de débats sur l'acceptabilité éventuelle de ces nouvelles technologies par les consommateurs au sein d'une société d'abondance.

Nos systèmes de production continueront à évoluer afin d'utiliser les ressources de manière plus efficace, de diminuer les coûts, et de se conformer aux demandes changeantes des consommateurs et d'autres secteurs des industries agroalimentaires. Mais cela se fera dans le cadre d'une évolution en continu, et non d'une révolution qui nous prendrait à revers ou qui voudrait établir un ordre fondamentalement différent.

### Malla Hovi

**Maurice a vraiment fait une belle synthèse et j'ai tendance à être d'accord avec la plupart des choses qu'il a dites.**

Je voudrais cependant avancer dans une direction plus utopique et interpellé la plupart des autres intervenants qui ont parlé après moi. Chacun semble se référer au besoin de plus de transparence, plus de traçabilité, et plus de considération pour ce que les consommateurs désirent. Ce pourrait être une tâche très difficile... Car tout cela va coûter de l'argent et va contribuer à accroître les coûts externalisés de l'alimentation bon marché. Or, je ne pense pas que notre première préoccupation soit aujourd'hui en Europe d'avoir de l'alimentation bon marché. C'est pourquoi, je pense que les chercheurs zootechniciens devraient voir ce moment comme étant une grande occasion d'optimiser l'élevage des animaux domestiques sur une autre base que la seule économie. A propos des économistes – alors que je travaille avec eux tous les jours – je pense que nous devrions changer la position qui est actuellement la leur où ils sont toujours en train de déterminer si quelque chose est faisable ou non. Nous devrions être capables d'optimiser, de créer un système d'élevage optimal qui envisage à la fois le bien-être animal, les désirs des consommateurs, les atteintes à l'environnement et la qualité des aliments, et qui atteigne aussi un point où la recherche zootechnique progresse dans le sens d'une

recherche plus multidisciplinaire. Une approche multidisciplinaire ne signifie pas seulement travailler avec un économiste ce qui, même dans le champ des sciences vétérinaires, se limiterait à dire : « Vous avez un économiste dans l'équipe ? OK, vous êtes multidisciplinaire ». Les chercheurs zootechniciens et les chercheurs vétérinaires ont besoin de travailler ensemble. Les chercheurs zootechniciens et les décideurs politiques ont quelque chose à gagner ensemble. La multidisciplinarité doit devenir quelque chose qui soit plus que d'avoir des économistes dans l'équipe.

La recherche doit aussi devenir plus participative. Les chercheurs en productions animales disaient,

### **Cledwin Thomas**

Maintenant, c'est votre tour, celui des contributions du public. Vous avez entendu les divers points de vue des membres du panel. Le défi auquel nous sommes confrontés c'est de vraiment de nous plonger dans le futur, d'assurer le futur du secteur de l'élevage et des productions animales à la lumière des récentes crises en Europe. Maintenant, vous avez entendu une analyse du passé. Ce que je souhaiterais c'est que vous vous concentriez sur les questions du futur. Nous ne voulons plus avoir à jongler avec encore plus de problèmes ; ce dont nous avons besoin, ce sont des solutions. De sorte que ce que je désire tenter c'est d'avancer de manière positive, en considérant que ce dont nous avons besoin pour nos systèmes d'élevage c'est de minimiser l'impact des futures crises.

### **Interventions du public**

#### **Reinhard Burger,**

Président de l'Association Allemande des Sélectionneurs de Bétail, Député au Parlement Européen

A proprement parler, j'adhère totalement à l'idée que ce nous produisons aujourd'hui ce sont des produits dont la qualité et la sécurité sanitaire n'ont jamais été aussi élevés. D'un autre côté, je dois dire, concernant les crises, que certaines personnes et certains politiciens pensent que l'ESB et la fièvre aphteuse constituent un tournant pour les systèmes de production modernisés, et que nous devrions beaucoup plus rationaliser l'agriculture et la production d'aliments. Mais ce n'est pas vrai. La vérité on la trouve dans le rapport d'enquête de l'Assemblée Nationale en France, dans celui du Parlement Européen et aussi de la Commission Philips qui dit très clairement que l'ESB n'a rien à voir avec la crise de l'agriculture moderne... L'ESB a affaire à l'absence de responsabilité des institutions, au manque de contrôles, à la mauvaise gestion et à des erreurs magistrales qui ont autorisé des

il y a 5-10 ans, « *Il n'est pas possible de produire du lait selon les principes de l'agriculture biologique, vous aurez trop de problèmes à résoudre* ». Les éleveurs « biologiques » ont dû faire eux-mêmes la preuve qu'ils pouvaient obtenir des quantités raisonnables et qu'ils avaient des animaux en bonne santé dans les conditions de l'agriculture biologique. Les éleveurs ont dû aller de l'avant puisque les chercheurs refusaient de les aider. Et, comme souhait personnel et comme conclusion, je voudrais voir la science zootechnique se concentrer sur des systèmes de production créatifs, avec un bien-être animal réel et intelligent.

normes insuffisantes pour le recyclage des farines de viande et d'os. Quelle que soit la grosse erreur de la part de maintes institutions (et nous en avons discuté ce matin dans notre groupe de travail) - lesquelles ont déjà fait de telles erreurs et de telles fautes - vous ne pouvez pas invoquer ces fautes indéfiniment, tout au long des années. Et ainsi, nous sommes tombés très bas au cours des derniers mois dans cette très grave crise. Nous devons tirer de ceci une leçon, que d'une part les contrôles sont nécessaires pour garantir les hauts standards de qualité et de sécurité, mais que d'un autre côté nous ne pouvons pas négliger la compétitivité du secteur. Et pour parler franchement, il est évident qu'au maximum seulement 10 ou 15% des consommateurs sont prêts en réalité à payer des prix plus élevés. Et autre chose pour finir : en tirant les leçons de la dernière épidémie de fièvre aphteuse, je crains que si nous ne développons pas une nouvelle stratégie pour combattre des maladies de ce type, basée sur les discussions au sein de l'OIE et du comité scientifique du bien-être animal et de la santé animale depuis mars 1999, nous allons créer des générations de végétariens. C'est pourquoi, nous

avons besoin d'une stratégie intelligente au niveau Européen et au niveau international, sinon nous pouvons oublier tous les détails dont nous sommes en train de discuter ici au niveau scientifique et politique.

### **John Hodges**

Editeur de EAAP News

Je voudrais juste pointer que s'agissant de notre vision du futur, ce dont nous avons réellement besoin c'est d'une approche équilibrée. Je pense que nous avons besoin d'avoir conscience de ce que nous avons fait dans le passé et de présenter des excuses pour cela, et dire que nous ne pouvons pas continuer dans cette voie plus longtemps, mais d'un autre côté nous devons avancer dans le futur avec une plus grande humilité, reconnaissant que la science et ses applications ne signifient rien.

En revenant, un moment sur ce qui s'est passé, comme peut le faire un chercheur qui travaille dans le secteur de l'agriculture depuis 45 ans, je suis vraiment fier de ce que nous avons fait et ce qu'en ont été les résultats en Europe... le standard de vie plus élevé, une alimentation meilleure marché, une réduction de la famine et la disparition de problèmes de santé des animaux. D'un autre côté, nous devons faire face à de nouveaux problèmes qui surgissent et dont Maurice a dressé la liste, et je voudrais mentionner l'incident de l'ESB comme étant un problème majeur auquel, nous chercheurs, devons faire face.

Le Gouvernement Britannique a non seulement commandité la Commission Philips<sup>2</sup>, mais aussi la Commission Horn, présidée par le Professeur Horn qui est professeur de Zoologie à l'Université de Cambridge, dont le rapport vient juste d'être rendu public le mois dernier. Il a été présenté devant le Parlement Britannique et il est maintenant accessible au public sur le Web<sup>3</sup>. Il s'agit d'un groupe de chercheurs réputés qui ont étudié de très près l'ESB et la maladie de Creutzfeldt-Jacob, et ils ont formulé des conclusions précises à propos de l'état des connaissances scientifiques.

La première chose à retenir est qu'ils disent : « *Nous ne savons pas qu'elle la cause originelle de l'ESB !* ». Il s'agit d'un fait de première

importance pour nous qu'en tant que chercheurs nous soyons confrontés au fait que nous ne savons pas qu'elle est la cause majeure à l'origine de l'ESB.

Le second point sur lequel ils insistent c'est que la farine de viande et d'os a été très certainement le vecteur aggravant qui a contribué à l'expansion de la maladie et à la multiplication des cas. Et ils disent que sans aucun doute il y a eu plusieurs cycles d'ESB au cours des années 70 avant que l'on en reconnaisse l'existence.

La troisième chose qu'ils pointent, c'est qu'aucun procédé de traitement de l'industrie d'équarrissage n'est capable de détruire les prions anormaux, qu'il s'agisse de la procédure qui a précédé ou de celle qui a suivi les changements opérés.

Nous avons donc maintenant en main des éléments importants d'information et d'observation, et je pense qu'il est important que nous, chercheurs zootechniciens, reconnaissons que quel que soit le grand succès que nous avons obtenu par le passé, nous n'avons pas de réponses à toutes les questions du futur, et qu'en conséquence nous avons besoin d'avoir une approche équilibrée et soigneuse pour avancer vers le futur, que nous devons avoir une attitude de plus grande humilité et reconnaître que les choses doivent peut-être aller moins vite que ce que nous voudrions.

Alors, je suis vraiment en train de me dire que, au sein de la FEZ, nous devons réellement représenter la société au sens large – et pas uniquement les éleveurs – avec une approche équilibrée qui reconnaisse qu'il y a différents types d'ayants droit qui doivent être entendus et qui ne doivent pas être mis de côté par des enquêtes « consommateurs ». Les consommateurs eux-mêmes sont souvent victimes des médias et nous avons vraiment besoin d'avancer avec précaution, sur la base de la transparence et avec une attitude de « rendre compte », en admettant que la connaissance n'est jamais complète et que là où elle n'est pas complète nous devons être prudents. Aussi, est-ce de ma part un appel pour que réellement en tant qu'organisation et en tant que chercheurs notre contribution à ce problème soit celle d'une approche s'appuyant sur l'équilibre plutôt que sur une approche « hystérique » du problème.

<sup>2</sup> <http://www.bseinquiry.gov.uk/>

<sup>3</sup> <http://www.defra.gov.uk/animalh/bse/general/response.pdf>

## **Akke van der Zijpp**

Université de Wageningen

Merci aux membres du panel pour leurs explications même s'il est très clair que ce que vous avez présenté ouvre un large champ de justifications et d'explications. Je désire que nous regardions plus avant à propos du futur en termes de ressources, celles que nous voulons utiliser telles que l'eau, le sol, la santé animale, la santé humaine, etc., et que nous cherchions à décrire les systèmes d'élevage qui utiliseront ces ressources dont ont besoin les futures générations et nous-mêmes. Et de ce point de vue, je déplore que ce que vous avez présenté soit très fortement marqué par des considérations de nature bureaucratique. Je pense que cela accroît la complexité et je ne suis pas très sûre que cela facilite la conception d'une situation à laquelle je pense, et qui serait une situation idéale où nos consommateurs paieraient non seulement pour le produit – avec tous ses attributs propres – mais paieraient aussi pour les régulations et les contrôles, et paieraient aussi les subventions actuellement versées par l'Union Européenne.

## **Thomas Banhazi**

Australie

Intervenant évidemment un peu comme venant de l'extérieur, quoique j'aie des contacts fréquents avec l'Europe, je désire soulever deux questions pratiques et rapides. D'une part, je suis d'accord avec Martin Tielen que le contexte actuel de l'élevage et des productions animales est probablement le meilleur que nous ayons jamais eu. Cependant, dans mon for intérieur, je pense que le second intervenant a tout à fait raison de pointer que nous n'avons pas internalisé tout un ensemble de coûts externes et que quand on tente de le faire, nous espérons fondamentalement que les producteurs les prendront en charge... ce qui est totalement improbable. Donc, ce n'est peut-être pas d'une approche scientifique dont nous avons besoin mais peut-être plutôt de décision politique pour obliger les systèmes de production à prendre en charge et à internaliser ces coûts externes. Et je pense à ce sujet à l'intervention du Professeur Horn qui mentionne que dans certains pays les coûts de production sont déjà trop élevés. Mais encore une fois, il serait bon de rechercher quels sont les coûts réels de production et quels sont les coûts additionnels de distribution liés aux transports qui sont habituellement hauts dans certains pays et qui tendent à désavantager les

producteurs et à pénaliser le revenu qu'ils pourraient tirer de leurs produits... Un autre point, rapidement... Je désirerais dire que parmi les nouveaux systèmes de production, les attentes à leur propos ne sont pas sans contradictions. Par exemple, la production d'œufs en plein-air induit un tas de coûts liés à la pollution. Nous voyons que le bien-être animal est amélioré, mais les problèmes de pollution, d'occupation de l'espace, de santé et de sécurité sanitaire peuvent être accrus. L'intérêt que nous accordons à ces améliorations doit être estimé et évalué.

## **David Croston**

Meat and Livestock Commission, UK

J'aimerais juste faire un ou deux commentaires à propos de l'externalisation de certains coûts. Nous devons prêter attention au coût qui concerne directement l'industrie, et à ces coûts externes auxquels Maurice Bichard a fait allusion à propos de British Airways. Très certainement, avec la crise de l'ESB en Grande-Bretagne, il y a eu un énorme transfert de coût depuis l'industrie de l'équarrissage et de l'abattoir, et en conséquence nous sommes en train de répercuter les différences entre les prix au producteur et les prix de détail au cours des années 90, et cela a commencé avec le bœuf et cela continue avec la viande de mouton et aussi la viande de porc. Cette différence entre les deux prix, le prix payé à l'éleveur et le prix de détail, tend à devenir de plus en plus importante... et le fait est que comme producteurs primaires, les éleveurs britanniques subissent cette pression et doivent de toute manière diminuer les coûts. Le prix est celui qui résulte de la négociation au cours de la phase de transaction entre l'éleveur et la personne à laquelle il vend. Ceci est le premier point.

La seconde chose que j'aimerais dire est que oui, je crois vraiment que nous pouvons toucher une proportion des consommateurs qui vont payer un prix plus élevé pour certains schémas de production tels que celui de l'agriculture biologique, etc. et qui peuvent réagir à des messages clairs de communication élaborés sur la base d'une bonne compréhension des besoins des consommateurs et avec une bonne connaissance du secteur et de la part de marché dont il s'agit.

Et ceci a un rapport avec ce qui vient d'être dit, à propos des coûts qui sont externalisés, et que nous devrions couvrir, car finalement les producteurs sont toujours touchés plus durement parce que tous ces coûts qui ont été mis au compte de l'ESB



sont en train d'être transférés au producteur primaire.

### **Eugène Wagner**

#### Luxembourg

Je pense que nous sommes ici dans un cercle très restreint. Pour le moins, la plupart d'entre nous venons de pays riches et mon prédécesseur vient d'Australie. Akke a certes l'expérience d'autres pays... Je ne sais si nous vivons réellement ici dans un petit cercle ou si nous devrions voir aussi ce qui se passe dans d'autres pays. Car la FEZ s'élargit de plus en plus, et les pays riches sont la France, l'Allemagne, le Luxembourg...

l'Angleterre. Je pense qu'il y a d'autres pays, et nous avons beaucoup de travail à faire avec eux. Il y a l'Association Mondiale de Production Animale, mais cette organisation mondiale n'a pas la capacité à résoudre tous les problèmes. Et nous sommes ici en train de parler de l'ESB en Grande-Bretagne, ou au Luxembourg, ou en France. Je pense que cela pose de gros problèmes aux éleveurs. Mais, à mon avis, nous devons faire face aux conséquences de l'extension de l'Union Européenne, et à la participation croissante des pays en voie de développement au commerce international – alors que nous sommes en train de regarder les images de télévision où nous voyons ce qui se passe dans des pays tels que l'Inde ou les pays af

## Conclusion

### Cledwyn Thomas

Nous ne vivons plus dans une île, nous vivons – je sais que vous entendez ces mots tout le temps – nous vivons dans un marché global. Nous avons dans le monde entier des pays qui, de plus en plus, peuvent approvisionner le marché Européen, et certains d’entre eux peuvent le faire à des coûts moindres que ce que nous pouvons faire. Nous ne sommes plus du tout seuls. Nous devons continuer à faire face aux défis du monde extérieur. Nous avons de nouveaux produits qui arrivent. En même temps, nous devons aussi faire face à des défis en termes de maladies qui arrivent de l’extérieur. Aussi, inévitablement dans le futur, nos systèmes d’élevage feront face à de plus grands défis, et c’est pourquoi, de façon évidente, ne rien faire aboutira, je pense, au désastre. Je suis très intéressé par ce que David Croston a dit ce matin. Sa leçon c’est que si quelque chose de mauvais survient avec un produit – qu’il s’agisse d’une automobile ou de la viande ou de n’importe quoi – si vous ne faites rien pour réagir, vous allez perdre votre part de marché. Si vous faites quelque chose, que vous admettiez que vous avez fait une erreur et que vous vous remettez dans le bon chemin, et que vous montriez alors aux gens que vous repartez du bon pied, alors vous pouvez regagner le marché. Aussi, je pense que le défi est maintenant relevé et je dis : « *Oui, d’accord, il y eu des fautes, il y a eu des erreurs comme l’a dit notre ami du Parlement Européen, mais nous devons maintenant aller de l’avant* ».

Pouvons-nous continuer à produire notre alimentation à partir de systèmes d’élevage intensifs et cette alimentation sera-t-elle sûre ? Cela sera-t-il acceptable pour le consommateur ? Et les produits seront-ils aussi « bon marché » ? Mon point de vue est que je ne pense pas que nous puissions combiner tous ces critères. Vous pouvez ne pas être d’accord avec moi... Je pense que nous devons penser à changer nos systèmes d’élevage. Je pense que nous devons considérer que l’un des points que nous avons identifiés avant que cela devienne peut-être la réalité, c’est que notre avantage comparatif sur le marché mondial se pose en termes de produits de qualité. Mais quoiqu’il en soit, nous devons assurer que dans le futur nous allons écouter les consommateurs, tenter et réaliser la réduction de la longueur des chaînes alimentaires, et que si quelque fois nous nous trompons, nous allons dans ce sens.

Merci d’avoir assisté à cette Table Ronde. J’espère que vous l’avez trouvée utile. J’espère aussi qu’elle vous encouragera à continuer ces échanges au sein des commissions de la FEZ et à mettre la pression sur tous les Présidents de Commission pour débattre de ces questions dans le futur.

#### Pour en savoir plus sur l’ESB :

Voir le dossier édité par « *Science et Décision* » :

<http://www.science-decision.net/cgi-bin/topic.php?topic=ESB&chapter=0>

Voir le rapport de la Fédération Européenne de Zootechnie : « *After BSE – A future for the European livestock sector* » (en anglais)

<http://www.wageningenacademic.com/books/EAAP108.pdf>

Voir aussi la publication de la FEZ sur l’épidémie de fièvre aphteuse : « *Foot and Mouth Disease : New values, innovative research agenda’s and policies* », EAAP Technical Series n°5, 2004, 80 pages (en anglais)

<http://www.wageningenacademic.com/books/ts05.htm>